



Tous droits réservés

PROCEDURE PENALE

SEANCE 7 : LA CRIMINALITE ORGANISEE

I.	Les spécificités de la criminalité organisée	2
II.	Le régime dérogatoire de droit commun	3
A)	L'élargissement des pouvoirs d'investigation des enquêteurs	4
B)	Aménagement des droits de la défense	6



Définition : La criminalité organisée, qui entraîne l'application d'un régime dérogatoire de droit commun, n'a reçu de définition légale. Il convient donc de dire que la lutte criminalité organisée a pour objet de réprimer les infractions commises en bande organisée.

I. Les spécificités de la criminalité organisée

Question : Quel est le domaine de la criminalité organisée ?

Dans le code de procédure pénale figure un titre intitulé « de la procédure applicable à la délinquance et à la criminalité organisée ».

L'**article 706-73 du code de procédure pénale** énumère les infractions qui sont susceptibles de tomber sous le régime de la criminalité organisée.

En ce sens, il s'agit par exemple de corruption commise en bande organisée, le meurtre commis en bande organisée, les tortures ou actes de barbarie commis en bande organisée...

La liste est longue, mais l'idée principale est de dire que le régime s'appliquera principalement aux infractions commises en bande organisée.

Question : Qu'est-ce que la bande organisée ?



L'**article 132-71 du Code pénal** définit la bande organisée : « constitue une bande organisée au sens de la loi, tout groupement formé ou toute entente établir en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'une ou plusieurs infractions. »



Exemple : trois personnes se réunissent en vue de commettre un meurtre. D'une manière ou d'une autre, chacun va participer à ce meurtre. Ils seront alors poursuivis pour meurtre commis avec la circonstance aggravante de crime organisé.



Attention : Il faut bien distinguer la criminalité organisée, qui est une circonstance aggravante, de l'infraction autonome d'association de malfaiteurs. Cette dernière est également appréhendée au titre du régime dérogatoire de la criminalité organisée,¹ mais en tant qu'infraction autonome.

Il s'agit de l'hypothèse où des individus se réunissent en vue de préparer un attentat par exemple. Ils ne passeront pas nécessairement à l'acte, mais réuniront toutes les informations nécessaires et établiront les plans d'action.

C'est ce qu'on appelle une infraction « obstacle », elle est appréhendée par le Code pénal afin d'éviter un trouble plus grave, la répression se place très en amont de la commission effective des actes projetés par le groupe. Il faut être au moins deux pour constituer une association de malfaiteurs, alors que la circonstance aggravante de bande organisée n'est caractérisée qu'à partir de trois individus minimum.

II. Le régime dérogatoire de droit commun

Question : Qu'est-ce qu'un régime dérogatoire de droit commun ?

Le régime de droit commun est le régime ordinaire auquel sont soumis les particuliers. Il s'agit des règles générales à suivre. À l'inverse le régime dérogatoire est le régime spécial dont la loi prévoit que lorsque l'on se trouve dans les hypothèses qu'elle vise,

¹ Article 706-74 du code de procédure pénale

il ne faut pas applique le régime de droit commun, général, mais les dispositions spéciales.

Il s'agit en quelque sorte de l'application du principe : le spécial déroge au général.

Ainsi, un régime dérogatoire a été prévu pour s'adapter à une nouvelle forme de criminalité, qui ne pourrait pas être appréhendée par les formes d'investigations policières classiques.

La loi crée donc un régime dérogatoire prévoyant deux axes :

- Élargir les pouvoirs d'investigation des enquêteurs ;
- Créer des juridictions spécialisées.

A) L'élargissement des pouvoirs d'investigation des enquêteurs

Dès lors que les policiers constatent une infraction qui entre dans le cadre des **articles 706-73 et suivants**, et donc la plupart du temps, constatent un crime ou délit commis en bande organisée, ces derniers vont disposer de pouvoirs élargit par rapport aux cadres d'enquête de droit commun étudié précédemment (enquête préliminaire ou de flagrance).

Ainsi, ils pourront notamment procéder à :

- Des opérations de surveillance policière sur l'ensemble du territoire (**article 706-80 du code de procédure pénale**) : Les OPJ peuvent étendre à l'ensemble du territoire national, la surveillance des personnes contre lesquelles il existe une raison plausible de soupçonner d'avoir commis l'un des crimes et délits prévus aux **articles 706-73 et 706-74**.

- Des opérations d'infiltration policière (**article 706-81 du code de procédure pénale**) : il s'agit ici pour les policiers d'infiltrer un réseau de criminalité afin de requérir des preuves. Cette faculté est très réglementée.
- Des sonorisations et fixations d'images de certains lieux ou véhicules (**article 706-96 du code de procédure pénale**)
- La captation de données informatiques (**article 706-102-1 du code de procédure pénale**) : les policiers peuvent à distance, capter des données informatiques d'un individu ;

Les perquisitions en dehors des heures légales : les heures légales (21 h à 6 h) ne sont pas applicables ici. C'est ce qu'on appelle les perquisitions de nuit. Ces perquisitions doivent être ciblées et une autorisation délivrée par le juge des libertés et de la détention donnée.



À retenir : La conformité de ces différentes mesures aux exigences constitutionnelles a été contestée devant le Conseil constitutionnel. Les auteurs de la saisine faisaient notamment valoir que la possibilité de recourir en matière de fraude fiscale et délits douaniers aux techniques spéciales d'enquête ou d'instruction réservées à la criminalité organisée et à la grande délinquance économique et financière méconnaît de principe de rigueur nécessaire tel que garantie à **l'art. 9 DDHC** : « Tout homme étant présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne doit être sévèrement réprimée par la loi ».

Dans sa **décision du 4 décembre 2013**, le Conseil constitutionnel rejette cet argument. Il considère qu'en permettant le recours à ces pouvoirs spéciaux d'enquête et d'instruction, « le législateur a estimé que la difficulté d'appréhender les auteurs de ces infractions tient à des éléments d'extranéité ou à l'existence d'un groupement ou d'un réseau dont l'identification, la connaissance et le démantèlement posent des problèmes complexes ; qu'en égard à la gravité des infractions qu'il a retenues, le

législateur a pu, à cette fin, fixer des règles spéciales de surveillance et d'investigation ». Il en conclut que, « compte tenu des garanties encadrant la mise en œuvre de ces mesures spéciales d'enquête et d'instruction, les atteintes au respect de la vie privée et au droit de propriété résultant de leur mise en œuvre ne revêtent pas un caractère disproportionné au regard du but poursuivi ».



Actualité : La loi du 3 juin 2016 a considérablement élargi les pouvoirs d'enquête et d'instruction en matière de criminalité organisée, par l'extension d'actes qui étaient auparavant réservés à l'instruction, ou même par la création de nouveaux actes d'investigation.

B) Aménagement des droits de la défense



À retenir : Il convient toujours de contrebalancer, d'une part la gravité des faits reprochés, et d'autre part l'atteinte aux droits et libertés fondamentaux engendrées par les actes de poursuite. En ce sens, le législateur a veillé à ce que les actes d'enquête soient encadrés, notamment de par l'intervention du juge des libertés et de la détention, qui est un juge du siège et par la même, offre des garanties d'indépendance et de protection contre l'arbitraire.

Question : Jusqu'à quelle durée peut aller la garde à vue en matière de criminalité organisée ?

Le régime de la garde à vue est particulier en matière de criminalité organisée. Pour rappel, dans le cadre d'une enquête de flagrance ou préliminaire, la garde à vue peut aller jusqu'à 48 h.

Ainsi, dans le cadre de ce régime dérogatoire pour les infractions entrant dans le champ d'application de l'**article 706-73 du code de procédure pénale**, la garde à vue peut faire l'objet de deux prolongations supplémentaires de 24 h chacune.

Par conséquent : si l'individu a déjà effectué 48 h de garde à vue, ce qui est la limite en principe, il peut en effectuer 48 h supplémentaires, ce qui fait un total de 96 h.

Conditions : ces prolongations doivent être autorisées par décision écrite et motivée du juge des libertés et de la détention ou du juge d'instruction.

En outre, si la durée prévisible des investigations à réaliser à l'issue des premières 48 h le justifie, le juge des libertés et de la détention ou le juge d'instruction peuvent décider de prolonger pour 48 heures supplémentaires. Ce qui totalise 144 heures de garde à vue.

Question : Quid de la présence de l'avocat en matière de criminalité organisée ?



Attention : dans le cadre d'une enquête de flagrance ou préliminaire en dehors de toute criminalité organisée, l'avocat doit être prévenu dès que possible et les policiers doivent attendre au moins 2 heures avant de débiter les auditions de la personne gardée à vue.

La présence de l'avocat peut être différée en considération de raisons impérieuses tenant aux circonstances particulières de l'enquête ou de l'instruction, soit pour permettre le recueil ou la conservation des preuves, soit pour prévenir une atteinte aux personnes.

Les délais varient selon l'infraction en cause :

- L'intervention de l'avocat peut être différée pendant une durée maximale de 48 heures dans certains cas ;

- L'intervention de l'avocat peut être différée pendant une durée maximale de 72 heures dans d'autres (3° ou 11° de l'article 706-73 du code de procédure pénale).

Le report de l'intervention de l'avocat :

- Jusqu'à la fin de la vingt-quatrième heure est décidé par le procureur de la République, d'office ou à la demande de l'OPJ.
- Au-delà de la vingt-quatrième heure est décidé par le JLD statuant à la requête du procureur de la République. Lorsque la garde à vue intervient au cours d'une commission rogatoire, le report est décidé par le juge d'instruction.

Dans tous les cas : la décision du magistrat est écrite et motivée, et précise la durée pour laquelle l'intervention de l'avocat est différée.